

LE NUCLÉAIRE COURT APRÈS LE CASH

LE 12 OCTOBRE 2011 CLAIRE BERTHELEMY

Pour fabriquer de l'électricité nucléaire, il faut des centrales et de l'uranium. Mais la gestion des mines d'uranium par Areva s'avère désastreuse. D'où l'idée de génie de se débarrasser de ces mines, sans trop prévoir les conséquences.



Après la remise du pré-rapport de Marc Goua à la Commission des finances de l'Assemblée nationale, le patron d'Areva Luc Oursel était entendu par cette commission ce matin même. Le remplaçant d'Anne Lauvergeon, débarquée en juillet dernier, devait s'expliquer sur les finances plutôt chaotiques du groupe. Lors de l'audition il a confirmé sa volonté de conserver le modèle intégré de l'entreprise permettant le contrôle du circuit de l'énergie, de l'extraction minière à la distribution. Modèle cher à l'ancienne présidente. Entre les – rassurants – propos de Luc Oursel et la situation des mines de l'entreprise, un décalage pour le moins "étrange".

Déjà en juin dernier était demandé à Anne Lauvergeon, **auditionnée par cette même commission**, le sort des mines et comment elle pouvait expliquer le scandale UraMin, rachetée pour 1,6 milliards d'euros en 2007 par Areva – et qui à l'heure actuelle ne produit rien ou presque. Une véritable perte financière que l'entreprise peut difficilement assumer, dans un contexte post-Fukushima.

La recapitalisation de décembre 2009 avait permis de trouver 900 millions d'euros (300 millions de l'État et 600 millions du fonds souverain du Koweït KIA). **En juin 2010, la cession de la branche Transmission et Distribution avait rapporté quelques 3 milliards.** Et début juillet 2011, les comptes du groupe voyaient arriver quantité d'euros. La Chambre de commerce international venait de condamner Siemens à payer 648 millions d'euros à Areva pour non respect des accords de sortie de leur consortium Areva NP et sa nouvelle alliance nucléaire avec le russe Rosatom¹.

"@Areva: cherche cash. PLZ RT"

Mais malgré ces rentrées d'argent et les commandes en cours, d'autres fonds sont nécessaires pour le fleuron du nucléaire mondial. En excluant les économies internes du plan CAP 2012 de Luc Oursel (réduction de 30% des frais de fonctionnement dans tous les secteurs), l'État, détenteur à hauteur de 90% de l'entreprise, n'a que trois solutions. Dont la filialisation des mines – Areva Mines devrait voir le jour d'ici la fin du mois d'octobre – et la cession des 26% d'Euramet pour renflouer les caisses. Ne resterait que l'émission de titres hybrides² pour consolider les finances, mais la solution reste difficile à mettre en œuvre.

Les relations entre EDF et Areva s'étant détendues, un meilleur avenir financier et marchand semblait pourtant se profiler : les commandes de Proglio à Oursel reprenaient et Areva allait

pouvoir toucher **1,1 milliard d'euros** pour 32 générateurs de vapeur.

Marc Goua, député PS et auteur du pré-rapport sur les finances d'Areva affirme que :

“

Des provisions relativement conséquentes devront certainement encore être faites sur les mines pour faire face au recul des prix mais également aux révisions en cours sur les volumes escomptés.

”

Les mines représentent 12% du chiffre d'affaire en 2010 soit 9,1 milliards de dollars. Et selon une source proche du dossier, l'activité minière est celle pour laquelle le groupe voit ses plus fortes marges.

Malgré tout, Marc Goua estime que la responsabilité des tutelles d'Areva, notamment de l'APE, n'est pas minime quant à l'achat d'UraMin à 1,6 milliard d'euros en 2007. Avant tout parce que l'instance étatique a validé le marché. Et en a dit beaucoup de bien à l'époque (p.10 du pré-rapport) :

“

En juillet 2007, l'acquisition récente est encore qualifiée par les services de l'APE de « beau succès ».

”

Quatre ans après, la position de l'agence semble bien avoir changé.

Mais pour qui sont ces mines ?

En juin, la Lettre A³, lettre d'information sur les relations de pouvoirs au sein de la vie économique et politique française, rapportait que le conseil de surveillance d'Areva, fin mai, avait donné lieu à un *“affrontement violent entre Anne Lauvergeon et les représentants des actionnaires étatiques (APE et CEA), concernant la filialisation de la division minière, exigée par les seconds mais refusée par la première.”*



La lutte intense au sujet de la filière Mines entre Anne Lauvergeon et le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) et l'Agence des participations de l'État (APE) – dont le rôle est de veiller aux intérêts patrimoniaux de l'État – a pris un tournant

au départ de l'ex-présidente d'Areva. Et laisse la possibilité aux acteurs institutionnels de céder une autre activité rentable du groupe après Areva T&D cédé au consortium français Alstom et Schneider.

Luc Oursel, nouveau président du directoire, est un proche de François Roussely, ancien président d'EDF et aujourd'hui président d'honneur. Roussely, ami d'Henri Proglio, l'actuel président d'EDF, est également l'auteur du fameux rapport classé secret défense rendu en juin 2010 dans lequel il préconise l'ouverture du capital de division minière d'Areva (p.10 de la synthèse du rapport) :



Pour concrétiser cette idée, AREVA pourrait apporter ses actifs miniers d'uranium à une société ad hoc dont elle conserverait la majorité et assurerait la gestion ; les autres actionnaires pourraient être des clients. En outre, une telle opération permettrait à AREVA de réduire significativement ses besoins en capitaux.



Voici la synthèse du rapport :

Hello, you have an old version of Adobe Flash Player. To use iPaper (and lots of other stuff on the web) you need to **get the latest Flash player.**

La suggestion de Roussely a fait son chemin et est bien loin du modèle intégré évoqué par Oursel lors de son passage devant la commission des finances. Simple mise en œuvre du résumé du rapport. Pour Bruno Blanchon, responsable de la branche énergie atomique de la fédération mines :



La filialisation des mines est un pas supplémentaire vers la privatisation du nucléaire et surtout vers le démembrement du groupe. Elle a été faite aussi pour faire revenir le Qatar. Au moment de l'ouverture du capital, le Qatar voulait transformer tous les actifs de la holding vers les mines. On sait depuis 2007 qu'il y a une volonté de démembrer Areva. Et il y a contradiction entre ce que dit Oursel et les opérations du groupe.



L'éviction du Qatar de la recapitalisation en décembre 2010 avait déclenché les foudres d'un petit fonds d'actionnaires. Une plainte contre X – et depuis classée sans suite – avait été déposée par Déminor⁴. François Roussely, avec son autre casquette de vice-président européen du Crédit Suisse, banque conseil du fonds qatari, a été mis en cause pour prise illégale d'intérêts et trafic d'influence. L'attribution d'une partie du capital d'Areva au Koweït permettait alors de réserver au Qatar la filiale Mines.

De modèle intégré, il ne reste visiblement que des mots de président. Et la cession d'une filiale en cours de création avoir été amorcée.



Retrouvez tous les articles de notre **Une**, ainsi que tous nos dossiers

sur le **nucléaire** sur OWNI:

- **Le rapport financier qui punit Areva**
- **Les excès de patriotisme d'Areva**

Image de Une par Marion Boucharlat pour Owni /-)

Illustrations via flickr par **Soossay** [cc-by]

Photo vis Flickr d'une mine d'uranium par **Alberto OG** [cc-by]

1. Siemens déclare avoir depuis cessé toute activité nucléaire. **Mais pas tout à fait.** [↗]
2. "Produits financiers qui mélangent les caractéristiques des capitaux propres et des titres de dettes. Parmi ceux-ci, on distingue les obligations convertibles, les obligations remboursables en action, les bons de souscription, les actions privilégiées, les certificats d'investissement, les titres subordonnés à durée indéterminée", selon le **lexique de la finance** [↗]
3. **Areva, histoire d'un scandale d'Etat**, lien payant [↗]
4. Fabrice Rémon, ancien président vient tout juste de quitter Déminor pour rejoindre l'équipe de la très charismatique Anne Méaux, chez Image 7 [↗]

MANU

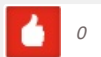
le 13 octobre 2011 - 1:36 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



<http://www.mondedefous.net/2011/10/posthistoire.html>

:)

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

OLEIADE

le 13 octobre 2011 - 14:10 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK

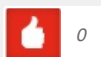


"le scandale UraMin, rachetée pour 1,6 milliards d'euros en 2007 par Areva"

"à l'achat d'UraMin à 1,8 milliard d'euros en 2007"

:)

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

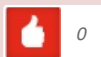
CLAIREBERTHELEMY

le 13 octobre 2011 - 14:14 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Merci Oléiade !

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

ACE

le 7 décembre 2011 - 11:02 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Fait bien rire, le gouvernement Français, en parlant d'autonomie pour sa production d'électricité avec l'énergie nucléaire. Il suffit d'un petit changement géopolitique en Afrique, puisque c'est de là que vient la majorité du produit de base du combustible pour ne plus l'avoir. Une simple majoration du prix de base à la tonne de minerai extrait, pour commencer et fini de dire que l'électricité est moins cher en France, que dans le reste de l'Europe.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

1 ping

GAZ TOI DE LA » Blog Archive » LA LETTRE DE BAROIN À AREVA le 29 novembre 2011 - 0:16

[...] en uranium avec Proglío. Alors même que les mines viennent d'être filialisées et pourraient être ouvertes à des fonds étrangers. Le Directoire devra par ailleurs veiller à conclure un accord d'approvisionnement de long terme [...]